

**Nations unies - Coopération entre
les Nations unies et les organisations
régionales et sous régionales dans la
prévention et la résolution des
conflits - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 06 décembre 2018)

Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement la Côte d'Ivoire pour l'organisation de ce débat important sous la présidence du ministre ivoirien des Affaires étrangères, dont je salue la présence et l'intervention. L'expérience réussie et à bien des égards exemplaire de la Côte d'Ivoire, telle que vous venez de la rappeler, confère assurément à votre message une portée particulière pour nos travaux.

Permettez-moi également de vous remercier pour les mots chaleureux que vous venez de prononcer à l'égard de mon pays.

Monsieur le Président,

Une meilleure articulation entre les Nations unies, les organisations régionales et les Etats est indispensable pour répondre à notre objectif commun de mieux prévenir et résoudre les conflits.

Je souhaiterais également remercier le Secrétaire général des Nations unies, le Président de la Commission de l'Union africaine et le Président de la Commission de la CEDEAO pour leur présence parmi nous, leurs présentations importantes mais aussi leur engagement exemplaire.

Je porterai, aujourd'hui au nom de la France, trois principaux messages : un appel à renforcer encore la nécessaire synergie entre l'ONU et les organisations régionales ; une insistance particulière sur le caractère absolument stratégique de la coopération entre l'ONU et l'UA ; et un message de soutien aux opérations africaines de paix.

1 - Mon premier message est un appel à mutualiser nos efforts pour mieux prévenir et résoudre les conflits.

La France soutient sans réserve la vision du Secrétaire général : nous devons faire plus en amont, en investissant sur la prévention des conflits, et en aval, en appuyant les processus de paix et de réconciliation. La France tient à nouveau à saluer ici les efforts déployés par le Secrétaire général et son équipe pour renforcer les capacités de prévention et de médiation des Nations Unies.

Pour mieux prévenir les conflits, il est impératif de dépasser l'approche en silo et de décroïsonner nos interventions. En ce sens, le nexus humanitaire - développement - paix doit trouver sa réalisation concrète sur le terrain pour apporter des réponses complètes et cohérentes aux crises. Ce n'est pas une question conceptuelle, c'est une exigence d'efficacité et, j'allais dire, de bon sens. C'est la réponse aux défis du terrain qui doit s'imposer aux considérations institutionnelles ou bureaucratiques, et non l'inverse.

C'est pourquoi nous devons renforcer les échanges entre les agences des Nations unies et entre les acteurs bilatéraux comme multilatéraux afin d'utiliser au mieux les ressources et les compétences. Pour la même raison, nous devons aussi impérativement promouvoir les synergies entre les Nations unies et les organisations régionales. Il ne s'agit pas de jeux politiques ou de faire plaisir à tel ou tel, il s'agit d'être plus efficace ensemble au service de nos objectifs communs.

Les organisations régionales et sous-régionales ont en effet des atouts que les Nations unies n'ont pas : elles sont plus proches du terrain, en ont une connaissance souvent plus fine, et disposent de précieux réseaux humains. Nous devons donc travailler ensemble et en toute confiance, échanger informations et analyses mais aussi prendre des initiatives communes. C'est ensemble, main dans la main, que nous pourrons faire avancer la paix. Nous sommes convaincus que ce partenariat entre l'ONU et les organisations régionales est l'une des clés du succès du multilatéralisme auquel nous croyons plus que jamais.

Je tiens à cet égard à saluer les efforts de la commission de consolidation de la paix, qui coopère de plus en plus étroitement avec les organisations régionales, dans le cadre de ce qu'on appelle les configurations pays. C'est un pas dans la bonne direction qu'il faut continuer et prolonger.

L'échelon étatique est bien sûr indispensable également. Les autorités nationales mais aussi les sociétés civiles, notamment les organisations de femmes, doivent être pleinement associées aux efforts internationaux pour prévenir ou résoudre les conflits. L'appropriation par les acteurs, nous le savons tous, est la condition sine qua non d'une paix pérenne.

2 - Mon deuxième message, Monsieur le Président, porte sur l'importance particulière du partenariat entre l'ONU et l'Union africaine.

La France considère que ce partenariat entre l'ONU, l'Union africaine et les organisations sous-régionales africaines revêt aujourd'hui une importance absolument stratégique. C'est pourquoi nous sommes résolument engagés à soutenir son développement, qui présente à nos yeux un immense potentiel. Nous saluons les importants progrès accomplis sous votre impulsion conjointe, Monsieur le Secrétaire général et Monsieur le Président de la

Commission de l'Union africaine, notamment depuis la signature en avril 2017 du Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité.

Ce partenariat s'exprime aujourd'hui de façon très concrète et opérationnelle sur le terrain pour prévenir des situations de crise et de conflit. Pour n'en prendre que quelques illustrations, le cas de la Gambie est un exemple à suivre. Les efforts combinés des Nations unies, de l'Union africaine et de la CEDEAO ont en effet permis d'empêcher que la crise post-électorale ne s'y transforme en un conflit dont les populations auraient été, comme toujours, les premières victimes. Plus récemment, Madagascar a aussi constitué un succès des efforts conjoints de prévention menés par l'Union africaine, la SADC, les Nations unies mais aussi l'Union européenne, permettant également d'éviter une crise majeure autour de l'organisation des élections présidentielles.

Nous saluons par ailleurs les efforts entrepris par l'Union africaine, ses Etats membres, mais aussi les organisations sous-régionales africaines pour prévenir les situations de crise sur le continent et mieux y répondre, grâce notamment à l'Initiative " Faire taire les armes en Afrique d'ici 2020 " que nous soutenons pleinement. Le développement du mécanisme africain d'évaluation par les pairs constitue également un outil précieux en faveur de la prévention des conflits en Afrique.

3 - Mon troisième message, Monsieur le Président, est un appel à soutenir les opérations africaines de paix.

La France, vous le savez, a apporté tout son soutien à la force du G5 Sahel, et nous continuerons à plaider résolument en faveur d'un appui le plus large possible des Nations unies à cette force qui témoigne de l'engagement des Etats du Sahel dans leur propre sécurité.

Comme je l'ai rappelé hier en présence du Président Alassane Ouattara, la France soutient pleinement l'initiative portée par l'Union africaine et les trois membres africains du Conseil de sécurité avec pour objectif l'adoption, avant la fin de l'année, d'un projet de résolution ambitieux sur les opérations africaines de paix. Ces opérations permettront d'intervenir le plus en amont des crises, avant qu'elles ne dégénèrent et ne déstabilisent durablement un ou des Etats. Elles témoignent de la volonté de l'Union africaine de s'impliquer davantage dans la sécurité du continent africain, comme viennent de le rappeler avec autant de force que d'éloquence le Président Moussa Faki et le ministre ivoirien des Affaires étrangères.

Soyons tous aux côtés de nos partenaires africains, en appui à leurs efforts. C'est notre intérêt à tous et c'est le sens de l'histoire.

Je vous remercie./.